

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en

ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Spécial dossier

N° 269 du 05.09

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :
<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

d) Le "Journal de Palestine" est également visible sur le site <http://www.aredam.net/> rubrique 14

e) Sur le site de la Solidarité socialiste : <http://socialisme-solidarite-che.skynetblogs.be/>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

1 Médias

1-1 La guerre asymétrique des Médias.

2 Les brèves

2-1 Le Ministère de la Défense israélien rédige un plan de réduction des checkpoints en Cisjordanie.

2-2 Israël admet avoir tué trois enfants innocents.

3 Dossier

3-1 Point de vue de Henry Siegman : La grande arnaque du "processus de paix" au Moyen-Orient.

3-2 Point de vue de l'AFP : Proche-Orient: Mechaal accuse Israël et Washington d'entraver un dialogue Fatah-Hamas.

3-3 Interview d'Eyal Weizman par Socialist Worker: Israël et son architecture oppressive d'occupation.

3-4 Point de vue de Khaled Amayreh : Gaza, l'Auschwitz de notre époque.

3-5 Point de vue de Miko Peled : Bil'in et la prochaine Intifada.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

4-1 Khaled Amayreh : Honte à l'Europe pour son soutien au despotisme, à la corruption, en Palestine.

4-2 Tendances : Décision de l'Union Européenne d'assurer à nouveau le règlement des factures de fioul.

5 piece jointe

Silvia Cattori entretient avec Julien Salingue - Palestine : Une fragmentation programmée.(entretien complet)

Débat entre Ilan Pappé et Uri Avnery : Un ou deux Etats pour Israël et la Palestine ?

1 Médias/Vidéos

1-1 La guerre asymétrique des Merdias.

28-08-2007

Le moins nationaliste des Palestiniens, le chef de l'Autorité toute virtuelle, adossée aux pouvoirs qui lui sont conférés par les décideurs occidentaux, vient de faire savoir par l'intermédiaire de Yasser Abed Rabbo, membre du Comité Exécutif de l'OLP qu'aucune négociation n'est en cours actuellement avec son partenaire pour la Paix, Ehud Olmert.

Abed Rabbo a confié au quotidien arabe Al Qods el Arabi publié à Londres qu'Israël refuse toute discussion concernant les points clés des frontières d'un éventuel État Palestinien, du statut des Lieux Saints et du Droit au Retour avant la conférence promise par les US(a) pour cet automne.

Toutes ces questions ont pourtant été largement débattues depuis que des négociations ont eu lieu entre les deux parties, au moins officiellement depuis les années quatre vingt dix et le cadre de leur discussion fixé par les différentes résolutions de l'ONU attenantes (la 194 en particulier est explicite quant au droit inaliénable et imprescriptible du droit au retour des Palestiniens en particulier mais ce droit universel est applicable à toute population déplacée du fait d'une guerre ou d'une occupation).

Comme pour tout ce qui s'est produit depuis Oslo, Israël impose des rencontres sans document préalablement écrit de manière concertée, se permettant après chaque échec d'en attribuer la responsabilité à l'intransigeance palestinienne.

Les buts de l'allié-vassal des US(a) ne peuvent être la délimitation de frontières à leur idéal du Grand Israël, ni la réalisation des droits des Palestiniens, leur retour et un État, mais ils vont être de restreindre la conférence à leur propre agenda.

La stratégie des diplomates israéliens plus que rodés à éviter tout règlement définitif se développera sur trois axes:

- La question de la Palestine sera ramenée à un simple conflit entre le Hamas et le Fatah. Il s'agira de parfaire les modalités pratiques qui achèveront le Hamas par un boycott encore plus draconien (est-ce possible ?).

- Israël compte sur le poids de l'administration Bush pour imposer à la Ligue Arabe une normalisation des relations avec ses membres, sans qu'il soit nécessaire dans un premier temps d'imposer à tous une reconnaissance de l'État sioniste un peu embarrassante. Israël compte sur le négoce déséquilibré (en sa faveur) pour se faire adopter, mais que pèse encore l'inconsidéré belliciste qui reçoit ses ordres de Dieu Lui-Même ?

- Enfin, la diplomatie israélienne cherchera à accroître le financement du régime Mahmoud Abbas par le Quartet, faire payer la collaboration et donc son oeuvre colonisatrice par des pays tiers. Cette externalisation du coût du grignotage lent, insidieux mais bien assuré de la terre palestinienne est d'ailleurs une constante de la politique sioniste.

Une autre constante des maîtres de la communication israélienne quand le régime est menacé de mort par proximité excessive avec une solution de paix est de dissoudre et d'éloigner l'essence du problème et de la négociation dans une perspective d'esquive et de fuite. Jusque là, ces vingt dernières années, il n'était permis de parler que de la Sécurité d'Israël, toute discussion consistait à obtenir des garanties de la part des représentants de la population occupée et opprimée qu'elle ne se rebelle pas.

Depuis que l'Égypte, la Jordanie et Mahmoud Abbas pratiquent ouvertement et sans honte la traque au Résistant Palestinien, l'argument a glissé vers une solution globale dans la région. Cela revient à vouloir obtenir des "modérés", entendre ici les régimes dictatoriaux ayant reçu l'imprimatur des maîtres occidentaux, qu'ils en fassent encore un peu plus contre la Résistance Libanaise et la Syrie puisque désormais le régime baâthiste irakien a été détruit selon ses vœux et ses instructions.

Non.

La guerre asymétrique des médias ne sera pas gagnée par le plus doté en canaux de diffusion de l'information-propagande. Le mensonge et la diversion permanente nécessitent des efforts de plus en plus importants, et instantanément des milliards d'humains savent qu'en 24 heures les forces d'occupation ont tué des dizaines de Palestiniens dont deux enfants, que tous les jours des raids ou des incursions ont lieu, qu'en plus d'être affamés et emprisonnés, les Gazaouis ont subi le manque d'électricité pour les faire se désolidariser du mouvement religieux qui leur a toujours prêté assistance.

Outre la magnifique démonstration en Irak, en Afghanistan et au Liban que la guerre classique asymétrique rend désuète la quincaillerie high-tech, la guerre asymétrique des médias est également perdue pour les colonialistes qui ne peuvent contenir éternellement par la censure et la répression une vérité toute simple.

La Palestine n'est que superficiellement et provisoirement recouverte par une fine pellicule de l'histoire, tout à fait amovible car non viable.

Le ministère de l'intégration se plaint qu'annuellement plus de vingt cinq mille diplômés de hautes études quittent Israël pour des cieux plus cléments, tandis que les responsables politiques et les stratèges militaires commencent à poser publiquement le grave problème de l'évitement du service militaire par les jeunes arrivés à l'âge de la conscription. Or l'essence de cet État raciste et expansionniste est la guerre permanente et le ciment de la société qui en est issue est l'Armée.

Convergence des Causes

28 août 2007

2 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Le Ministère de la Défense israélien rédige un plan de réduction des checkpoints en Cisjordanie.

Un rapport publié par le quotidien israélien Haaretz lundi, déclare que le Ministère de la Défense israélien a déjà rédigé un plan de réduction du nombre de checkpoints en Cisjordanie de 50%.

Le rapport déclare aussi que ce plan a été rédigé il y a plus d'une année.

Selon le rapport, le plan, qui a été établi en consultation avec l'armée israélienne et qui a reçu l'approbation du Shin Bet, reconnaît que plus de la moitié des checkpoints et des barrages routiers de Cisjordanie gênent inutilement le mouvement des véhicules et civils palestiniens dans la région.

Pendant que les représentants du Ministère ont refusé de commenter les détails de la proposition, son existence et sa présentation aux cadres supérieurs de l'administration israélienne a été confirmée.

Écrit par PNN

Source : PNN

http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=1435&Itemid=1

2-2 Israël admet avoir tué trois enfants innocents.

Les trois enfants palestiniens innocents, tués à Gaza mardi, étaient **seulement en train de jouer à proximité de la zone des lance-roquettes**, lorsqu'ils ont été pris pour cible par les tirs israéliens. **Ils n'étaient pas connecté avec aucune activité de résistance**, a déclaré l'armée israélienne jeudi.

Pendant qu'un porte-parole de l'armée déclarait mardi que **les enfants tués étaient d'une certaine façon impliqués dans la résistance**, **suggérant** qu'ils avaient été utilisés pour ramasser les lance-roquettes, une enquête militaire lancée à la suite de la tuerie a révélé **que les enfants étaient simplement en train de jouer dans la zone**.

D'après certaines informations, les images vidéo obtenues par l'enquête montrent trois silhouettes d'âge indéterminé **approchant le site des lance-roquettes et s'en allant**. Malgré que les cibles soient non identifiables, les militaires israéliens ont, semble-t-il, **utiliser une photographie aérienne comme une justification pour ouvrir le feu**.

Il n'y a **pas eu d'indications que les personnes impliquées** dans l'attaque seraient sujettes à une investigation criminelle.

Sources [PNN](#)

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information
s accentuée du territoire palestinien et ses conséquences politiques.

3-1 Point de vue de Henry Siegman : La grande arnaque du "processus de paix" au Moyen-Orient .

Lorsqu'Ehud Olmert et George Deubeliou Bush se rencontrèrent, à la Maison Blanche, en juin de cette année, ils tirèrent la conclusion que l'éviction violente du Fatah de la bande de Gaza par le Hamas – qui mit fin au gouvernement palestinien d'union nationale goupillé par les Saoudiens à la Mecque, au mois de mars – venait de donner au monde une nouvelle « fenêtre d'opportunité » *. (Jamais un processus de paix calamiteux n'avait jusqu'ici bénéficié de si nombreuses fenêtres d'opportunité !). L'isolement du Hamas dans Gaza, pensèrent ensemble Olmert et Bush, leur permettrait d'accorder des concessions généreuses au président palestinien Mahmoud Abbas, ce qui lui aurait donné la crédibilité dont il avait bien besoin auprès du peuple palestinien pour s'imposer au Hamas.

Tant Bush qu'Olmert ont été intarissables sur leur engagement en matière de solution à deux Etats pour le conflit israélo-palestinien, mais c'est leur détermination à en finir avec le Hamas, plutôt que celle d'édifier un Etat palestinien, qui anime leur enthousiasme tout neuf à donner une bonne image d'Abbas.

C'est la raison pour laquelle leur espoir que le Hamas finisse par perdre est totalement illusoire.

Les modérés palestiniens ne prévaudront jamais sur les Palestiniens considérés extrémistes, dès lors que ce qui définit la modération, chez Olmert, c'est l'approbation par les Palestiniens du démembrement par Israël de leur propre territoire. A la fin des fins, ce qu'Olmert et son gouvernement sont prêts à offrir aux Palestiniens sera rejeté non moins par Abbas lui-même que par le Hamas, et cela ne fera que confirmer aux yeux des Palestiniens la futilité de la modération d'Abbas, et justifier le rejet de cette modération fatale par le Hamas. Tout aussi illusoires sont les attentes de Bush concernant ce qui sera apporté par la conférence qu'il a récemment annoncée pour l'automne (conférence qui vient d'être ramenée à une simple « réunion », sans plus). A ses yeux, toutes les initiatives de paix précédentes ont échoué, dans une large mesure, sinon exclusivement, parce que les Palestiniens n'auraient pas été prêts à prendre en charge un Etat qui leur fût propre.

Cette réunion, par conséquent, se concentrera étroitement à l'édification d'institutions palestiniennes et aux réformes attendues dans leur gouvernance, sous la tutelle de Tony Blair, nouvellement nommé envoyé spécial du Quartette...

En réalité, toutes les initiatives de paix précédentes n'ont abouti à rien, pour une raison que ni Bush, ni l'Union européenne n'ont eu le courage de reconnaître. Cette raison, c'est le consensus réalisé depuis fort longtemps par les élites décisionnaires en Israël, sur le fait qu'Israël ne permettra jamais l'émergence d'un Etat palestinien qui remît en cause son contrôle effectif, tant militaire qu'économique, sur la Cisjordanie. A n'en pas douter, Israël est prêt à permettre – que dis-je, il insistera sur – la création d'un certain nombre d'enclaves isolées, que les Palestiniens pourraient toujours appeler « Etat », si ça leur chante, mais à seule fin d'empêcher la création d'un Etat binational, dans lequel les Palestiniens seraient démographiquement majoritaires.

Le processus (dit) de paix au Moyen-Orient risque fort de devenir la couillonnade la plus spectaculaire de toute l'histoire de la diplomatie moderne. Depuis le flop du sommet de Camp David, en 2000, et même en réalité, bien avant ce sommet calamiteux, l'intérêt d'Israël dans un quelconque processus de paix – mis à part celui d'obtenir des Palestiniens et du concert des nations une acceptation du statu quo – n'est qu'une fiction qui a essentiellement servi à fournir une couverture à sa confiscation systématique de territoires palestiniens et à une occupation dont l'objectif, d'après l'ancien chef d'état major de l'armée israélienne, Moshe Ya'alon, est de « faire rentrer profondément dans la conscience des Palestiniens qu'ils sont un peuple vaincu ». Par son adoption sans enthousiasme des accords d'Oslo, et par son dégoût pour les colons, Yitzhak Rabin a sans doute été l'exception qui confirme la règle, mais même lui n'a jamais envisagé une restitution de territoire palestinien allant au-delà du plan dit Allon, qui permettait à Israël de conserver la vallée du Jourdain ainsi que d'autres parties de la Cisjordanie.

Quiconque connaît un tant soit peu les confiscations incessantes de territoire palestinien par Israël – fondées sur un plan imaginé, supervisé et mis en œuvre par Ariel Sharon – sait bien que l'objectif de son entreprise de colonisation en Cisjordanie est d'ores et déjà en grande partie atteint. Gaza, dont l'évacuation des colonies a été si naïvement saluée par la communauté internationale qui s'est plu à y voir la geste héroïque d'un homme tout récemment converti à une paix honorable avec les Palestiniens, n'était que la première création de toute une série de bantoustans palestiniens. La situation à Gaza nous donne une idée de ce dont auront l'air ces bantoustans au cas où leurs habitants ne se comporteraient pas conformément aux desiderata d'Israël. C'est, précisément, l'engagement hypocrite d'Israël dans un soi-disant processus de paix et une solution à deux Etats qui a rendu possible son occupation à durée indéterminée et son démembrement du territoire palestinien.

Et le Quartette – l'Union européenne, le secrétaire général de l'Onu et la Russie suivant avec obéissance la ligne de Washington- a trempé dans cette tromperie, lui accordant une couverture en acceptant le prétexte invoqué par Israël qu'il n'aurait pas été en mesure de trouver un partenaire de paix palestinien méritant.

Un an, tout juste, après la guerre de 1967, Moshe Dayan, un ancien chef d'état major de l'armée israélienne qui était, à l'époque, ministre de la Défense, interrogé sur ses projets pour le futur, répondit qu'il s'agissait « de la réalité présente dans les territoires ». « Le projet », avait-il dit, « est en train d'être mis en œuvre, sous la forme de faits accomplis. Ce qui existe aujourd'hui doit demeurer un arrangement permanent au Moyen-Orient. » Dix ans plus tard, lors d'une conférence à Tel-Aviv, le même Dayan déclara : « La question n'est pas de savoir « Quelle est la solution ? », mais « Comment pouvons-nous vivre sans solution ? ». Geoffrey Aronson, qui a surveillé l'entreprise de colonisation depuis le début, résume ainsi qu'il suit la situation : Vivre sans solution, à

l'époque comme de nos jours, c'était compris par Israël comme la clé permettant de maximiser les bénéfices de la conquête, tout en minimisant les charges et les dangers d'un retrait, comme ceux d'une annexion formelle. Ce pari sur le statu quo, toutefois, masquait un programme d'expansion, que des générations successives de dirigeants israéliens ont soutenu, car elle permettait, à leurs yeux, la transformation dynamique des territoires et l'extension d'une souveraineté israélienne effective jusqu'au Jourdain.

Au cours d'une interview accordée au quotidien israélien Ha'aretz, en 2004, Dov Weissglas, chef de cabinet d'Ariel Sharon, Premier ministre à l'époque, présenta l'objectif stratégique de la diplomatie sharonienne comme consistant à garantir du soutien de la Maison Blanche et du Congrès américain à des mesures israéliennes susceptibles de mettre tant le processus de paix que l'Etat palestinien « dans le formol ». C'était là une métaphore diaboliquement adéquate : en effet, le formaldéhyde a pour principal intérêt d'empêcher les corps morts de se détériorer, allant jusqu'à créer, parfois, l'illusion qu'ils seraient encore en vie. Weissglas explique que l'objet du retrait unilatéral de Gaza et du démantèlement de plusieurs colonies isolées en Cisjordanie, était de conquérir l'acceptation de l'unilatéralisme israélien par les Etats-Unis, et non de créer un quelconque précédent en vue d'un éventuel retrait de Cisjordanie. Ces retraits partiels visaient à fournir à Israël l'espace politique lui permettant d'approfondir et d'élargir sa présence en Cisjordanie, et c'est effectivement ce qu'ils ont permis. Dans une lettre adressée à Sharon, Bush écrivait : « A la lumière des nouvelles réalités sur le terrain, y compris en ce qui concerne les grands centres de population israéliens, il serait irréaliste d'escompter que les négociations finales aient pour effet un retour total et complet aux lignes d'armistice de 1949. »

Dans une interview récemment publiée par Ha'aretz, James Wolfensohn, qui était représentant du Quartette au moment du désengagement unilatéral (israélien) de Gaza, déclara qu'Israël et les Etats-Unis avaient systématiquement sapé l'accord qu'il espérait obtenir, en 2005, entre Israël et l'Autorité palestinienne, et transformé, en revanche, Gaza en une immense prison. Le responsable de cet état de fait, déclara-t-il à Ha'aretz, c'était Elliott Abrams, vice-conseiller en matière de sécurité nationale des Etats-Unis. « Jusque dans les moindres détails, tous les aspects, sans exception, de l'accord sponsorisé par Wolfensohn, furent « abrogés ».

Une autre interview récente publiée par Ha'aretz, cette fois-ci de Haggai Alon, qui fut un conseiller important d'Amir Peretz au ministère de la Défense, est encore plus révélateur. Alon accuse l'armée israélienne (dont un nombre croissant d'officiers supérieurs sont eux-mêmes des colons) d'œuvrer clandestinement à la promotion des intérêts des colons. L'armée israélienne, dit Alon, ignore royalement les instructions de la Cour Suprême au sujet du tracé que doit suivre l'ainsi dite 'muraille de sécurité', choisissant, au contraire, un tracé rendant impossible la création d'un quelconque Etat palestinien ». Alon a déclaré à Ha'aretz qu'après que des hommes politiques israéliens eurent signé, en 2005, un accord avec les Palestiniens prévoyant d'alléger les restrictions imposées aux déplacements des Palestiniens dans les territoires (comme partie du marché auquel avait œuvré Wolfensohn), l'armée avait allégé les restrictions de déplacement imposées... aux colons ! Pour les Palestiniens, le nombre des barrages routiers doubla. D'après Alon, l'armée israélienne « est en train de mettre en œuvre une politique d'apartheid », qui vide Hébron de ses habitants arabes et judaïse (c'est le terme qu'il a employé lui-même) la vallée du Jourdain, tout en coopérant exclusivement avec les colons, dans la claire intention de rendre impossible toute solution basée sur deux Etats.

Une nouvelle carte de la Cisjordanie (de l'Onu), dressée par le Bureau pour la Coordination des Questions Humanitaires, donne une vision globale de la situation. L'infrastructure israélienne, civile et militaire, a exclu non moins de 40 % du territoire palestinien inaccessibles aux Palestiniens. Le reste du territoire palestinien [ce qualificatif, « palestinien », désigne, sous la plume de l'auteur, les territoires arabes confisqués à la suite de l'agression de l'entité sioniste, en juin 1967, et non pas, au sens propre, les territoires arabes (appelons-les palestiniens) usurpés par l'entité sioniste à la suite de son implantation par les stalino-américains, en 1948. ndt] Le reste du territoire, y compris des centres de population importants, tels les villes de Naplouse et de Jéricho, est éclaté en enclaves disjointes ; les mouvements entre ces enclaves-bantoustans sont entravés par quelque 450 barrages routiers et 70 checkpoints militaires. L'Onu a fait le constat que ce qui reste des territoires 'palestiniens' constitue une superficie très similaire à celle qui était jetée comme os à ronger à la population palestinienne, dans les propositions sécuritaires israéliennes consécutives à la guerre de 1967. Elle a également constaté que les changements en cours apportés à l'infrastructure desdits territoires – dont un réseau d'autoroutes contournant et isolant les villes palestiniennes – ne sauraient avoir d'autre but que celui de formaliser le saucissonnage de facto de la Cisjordanie.

Telles sont les réalités, sur le terrain, qu'un blabla non-informé et / ou cynique, à Jérusalem, Washington et Bruxelles, au sujet des attentes vis-à-vis des Palestiniens qu'ils réforment leurs institutions, démocratisent leur culture (sic !), démantèlent les « infrastructures terroristes » et mettent un terme à la violence et aux incitations à la violence en préalable à des négociations de paix cherche à faire oublier. Etant donné l'immense déséquilibre de pouvoir entre Israël et les Palestiniens – pour ne pas parler de la très large prépondérance du soutien diplomatique dont jouit Israël, précisément des pays dont on aurait attendu qu'ils compensent, diplomatiquement, le déséquilibre militaire criant – rien ne changera en mieux tant que les Etats-Unis, l'Union européenne et les autres actants internationaux ne regarderont pas en face quels sont depuis fort longtemps les obstacles fondamentaux à la paix.

Parmi ces obstacles, il y a l'assomption, implicite dans l'occupation israélienne, qu'à défaut de l'obtention d'un accord de paix, le « règlement par défaut » campé par la Résolution 242 du Conseil de Sécurité serait la poursuite sine die de l'occupation israélienne. Si cette lecture avait une once de vérité, cette résolution ne serait pas autre chose que l'invitation lancée à toute puissance occupante le désirant à conserver le territoire de son adversaire, tout simplement, en évitant soigneusement tous pourparlers de paix – ce qui est, à la lettre, ce

qu'Israël est en train de faire. De fait, la déclaration préliminaire de la Résolution 242 dit qu'un territoire ne saurait être acquis par la force armée, ce qui implique qu'au cas où les parties au conflit ne parviennent pas à un accord, l'occupant doit se retirer jusqu'au rétablissement du statu quo ante : tel est, en toute logique, la véritable implication par défaut de la Résolution 242. Y eût-il eu une intention sincère, de la part d'Israël, de se retirer des territoires qu'il occupe, alors, assurément, quarante ans auraient été plus que suffisants pour parvenir à un accord.

Les récusations israéliennes consistent depuis longtemps à invoquer le fait qu'il n'existait pas d'Etat palestinien avant la guerre de juin 1967, et qu'il n'existe donc pas de frontière internationalement reconnue sur laquelle Israël puisse se retirer, la frontière antérieure au conflit n'étant rien de plus qu'une ligne d'armistice. De plus, étant donné que la 242 en appelle à une « paix juste et durable », qui permette « à tout pays dans la région de vivre en sécurité », Israël maintient qu'il doit être autorisé à modifier la ligne d'armistice, soit bilatéralement, soit à défaut unilatéralement, afin de la rendre sûre avant de mettre fin à l'occupation. C'est là un argument spécieux à plus d'un titre, mais principalement en raison du fait que la Résolution 181, de Partage de la Palestine, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 1947, qui a établi la légitimité internationale de l'Etat juif, reconnaissait le territoire palestinien situé au-dehors des frontières du nouvel état comme le patrimoine légitime de la population arabe palestinienne, sur lequel celle-ci était fondée à créer son propre Etat, et cette résolution cartographiait les limites de ce territoire avec une très grande netteté. L'affirmation par la 181 du droit de la population arabe de Palestine à l'autodétermination nationale était fondée sur le droit normatif et sur les principes démocratiques garantissant une nationalité à la population majoritaire. (A l'époque, les Arabes représentaient les deux tiers de la population de la Palestine). Ce droit ne saurait s'évaporer au seul motif de retards apportés à sa mise en application.

Dans le cours d'une guerre lancée par des pays arabes cherchant à empêcher la mise en application de la résolution de partage de l'Onu, Israël a agrandi son territoire de 50 %. S'il est illégal d'acquérir du territoire en résultat d'une guerre, alors on ne saurait concevoir que la question posée aujourd'hui soit celle de savoir quelle superficie additionnelle de territoires palestiniens Israël serait-il fondé à confisquer, mais bien au contraire, quelle proportion des territoires palestiniens conquis durant la guerre de 1948 Israël est-il autorisé à conserver ! Si, à l'extrême rigueur, des « ajustements » doivent absolument être apportés à la ligne d'armistice de 1949, alors qu'ils soient opérés du côté israélien, et certainement pas du côté palestinien de ladite ligne !

A l'évidence, l'obstacle à la résolution du conflit israélo-palestinien n'a pas été un manque d'initiatives de paix, ou d'envoyés spéciaux de paix. Ce n'a pas non plus été la violence à laquelle les Palestiniens ont dû avoir recours dans leur combat pour se débarrasser de l'occupation israélienne, même lorsque cette violence a basement pris pour cible la population civile israélienne. Ce n'est en aucune manière approuver l'assassinat de civils que d'observer qu'une telle violence finit par se produire, tôt ou tard, dans la plupart des situations où l'aspiration d'un peuple à son autodétermination est frustrée par une puissance occupante. De fait, le combat d'Israël lui-même en vue de son indépendance nationale n'a pas échappé à cette règle. D'après l'historien (israélien) Benny Morris, dans ce conflit, c'est l'Irgoun qui, le premier, prit pour cible des civils. Dans son ouvrage *Righteous Victims*, [Victimes. Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste. Editions Complexe, 29,90 €uros, 20,93 €uros sur Numilog http://www.numilog.com/fiche_livre.asp?id_livre=7157&id_theme=&format=3&id_collec=&rubzone=STD], Morris écrit que l'irruption du terrorisme arabe, en 1937, « déclencha une vague d'attentats à la bombe de l'Irgoun contre des foules et des autobus arabes, introduisant une dimension nouvelle dans le conflit. » Si, par le passé, des Arabes avaient « visé des voitures et des piétons, et éventuellement lancé une grenade ici ou là, tuant, souvent, ou blessant quelques badauds ou quelques passagers », désormais, « pour la première fois, des bombes puissantes étaient placées dans des centres arabes où évoluaient une foule de civils, et des dizaines de personnes furent ainsi assassinées ou mutilées de manière aveugle ». Morris note que « cette innovation ne tarda pas à trouver des Arabes pour l'imiter. »

Venant souligner la volonté israélienne de conserver les territoires occupés, il y a le fait que ce pays n'a jamais véritablement considéré que la Cisjordanie fût un territoire occupé, en dépit de son acceptation pro forma de cette désignation. Les Israéliens voient plutôt dans les territoires palestiniens un territoire « contesté », sur lequel ils ont des revendications non moins légitimes que celles des Palestiniens, quoi qu'en disent le droit international et les résolutions de l'Onu. C'est là une vision des choses qui fut rendue explicite pour la première fois par Sharon dans une tribune publiée en première page du *New York Times* le 9 juin 2002. L'utilisation des termes bibliques de Judée et Samarie pour désigner les territoires – des termes qui n'étaient jadis employés que par le seul Likoud, mais qui sont aujourd'hui 'de rigueur' [en français dans le texte, ndt] y compris chez les piliers du parti travailliste – reflète l'opinion unanime en Israël. Le fait que l'ancien Premier ministre Ehud Barak (aujourd'hui, ministre de la Défense d'Olmert) décrive sans cesse les propositions territoriales qu'il avait formulées lors du sommet de Camp David comme des preuves de la « générosité » d'Israël, et jamais comme une reconnaissance des droits des Palestiniens, n'est qu'un exemple supplémentaire de cette mentalité. De fait, l'entrée « droits des Palestiniens » semble inexistante dans le dictionnaire israélien.

Le problème n'est pas, contrairement à ce qu'affirment souvent les Israéliens, que les Palestiniens ne sachent pas faire de compromis (un autre ancien Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, s'était illustré en se plaignant du fait que « les Palestiniens ne savent que prendre, et Israël ne cesse de donner »). C'est là, en l'occurrence, une accusation parfaitement indécente, étant donné que ce sont les Palestiniens qui ont fait le plus gros du compromis allant loin s'il en fut, lorsque l'OLP reconnut de manière formelle la légitimité d'Israël à l'intérieur des frontières d'armistice de 1949. Par cette concession, les Palestiniens renonçaient à leur revendication portant sur plus de la moitié du territoire assigné à la population arabe par la résolution de partage

de la Palestine adoptée par l'Onu. Cette concession extrême n'a jamais été portée à leur crédit, alors qu'ils l'avaient faite plusieurs années avant qu'Israël eut reconnu le droit des Palestiniens à une nationalité dans n'importe quelle partie de la Palestine. La notion selon laquelle de futurs ajustements de frontières pourraient être opérés au détriment des 22 % du territoire encore palestinien est profondément offensant à leur égard, on le comprendra aisément.

Néanmoins, au sommet de Camp David, les Palestiniens ont accepté des ajustements à la frontière antérieure à 1967, qui permettraient à de nombreux colons en Cisjordanie – environ 70 % d'entre eux – de rester à l'intérieur de l'Etat juif, pour peu que les Palestiniens se voient allouer des territoires comparables du côté israélien de la frontière. Barak a rejeté cette proposition. A n'en pas douter, par le passé, l'exigence par les Palestiniens de leur droit au retour représentait un obstacle sérieux à tout accord de paix. Mais l'initiative de paix de la Ligue Arabe, en 2002, ne laisse aucun doute sur le fait que les Arabes accepteraient un retour nominal et symbolique de réfugiés palestiniens en Israël, comme pays de résidence, ou dans d'autres pays prêts à les accueillir.

C'est l'incapacité de la communauté internationale de rejeter (sinon dans une rhétorique vide) la notion israélienne selon laquelle l'occupation et la création de « faits accomplis sur le terrain » pourrait se poursuivre indéfiniment, dès lors qu'il n'y a pas d'accord qui soit jugé acceptable par Israël, qui a fait échouer toutes les initiatives de paix jusqu'ici, ainsi que les efforts de tous les envoyés de paix, sans exception. Des initiatives futures sont vouées au même sort, si cette question fondamentale n'est pas réglée.

Pour une réelle avancée, ce qui est indispensable, c'est l'adoption, par le Conseil de Sécurité, d'une résolution affirmant ce qui suit : 1) des modifications ne peuvent être apportées à la situation antérieure à 1967 qu'à la condition expresse d'un accord entre les deux parties et que des mesures unilatérales ne sauraient se voir reconnues internationalement ; 2) la clause par défaut de la résolution 242, réitérée par la résolution 338 (résolution de cessez-le-feu après la guerre d'octobre 1973), consiste en le retour des forces d'occupation israéliennes à l'intérieur des frontières antérieures à la guerre de juin 1967 ; enfin, 3) si les parties ne parviennent pas à un accord dans les douze mois (la mise en application de ces accords prenant naturellement beaucoup plus de temps, la mise en application par défaut sera imposée par le Conseil de Sécurité. Celui-ci adoptera alors ses propres termes en vue d'une fin du conflit, et il se mettra d'accord sur une force internationale chargée de pénétrer dans les territoires occupés afin d'y établir l'état de droit, et d'y aider les Palestiniens à mettre sur pied leurs institutions, de garantir la sécurité d'Israël en empêchant toute action violente transfrontalière, et en surveillant et supervisant la mise en application des mesures assurant la fin du conflit.

Si les Etats-Unis et leurs alliés voulaient bien prendre une position suffisamment ferme pour faire comprendre à Israël qu'il ne saurait être autorisé à apporter le moindre changement à la situation prévalant antérieurement à 1967, sauf en cas d'accord avec les Palestiniens, dans le cadre de négociations sur le statut définitif, il ne serait nul besoin de formules de paix alambiquées ni de médiateurs pipoles pour remettre le processus de paix en marche. La seule chose qu'un émissaire de paix tel Blair puisse faire pour remettre le processus de paix sur les rails, c'est de dire la vérité en ce qui concerne les véritables obstacles à la paix. Cela serait par ailleurs une contribution historique à l'Etat juif, dès lors que le seul espoir que puisse nourrir Israël en matière de sécurité sur le long terme consiste à avoir un Etat palestinien viable à ses côtés.

Henry Siegman

03 Septembre 2007

Henry Siegman, directeur du US/ Middle East Project, a été doyen du Council on Foreign Relations de 1994 à 2006. Il a été, par ailleurs, directeur du Congrès Juif Américain, de 1978 à 1994.

Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier

Notes :

Voir par ailleurs, à la page 31 de ce même numéro, l'article de Rashid Khalidi consacré au Hamas et au Fatah.

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Henry_Siegman.160807.htm

Sources CCIPPP

Posté par Adriana Evangelizt

3-2 Point de vue de l'AFP : Proche-Orient: Mechaal accuse Israël et Washington d'entraver un dialogue Fatah-Hamas.

Le chef du mouvement islamiste palestinien Hamas, Khaled Mechaal, affirme jeudi dans une interview à l'AFP que les efforts de réconciliation entre son mouvement et la Fatah étaient dans une impasse à cause de l'ingérence des Etats-Unis et d'Israël.

"L'ingérence américaine et israélienne entrave la réconciliation", dit-il dans cette interview téléphonique, estimant que "la réconciliation est dans une impasse" car le parti rival Fatah du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a "refusé toutes les médiations palestiniennes et arabes".

M. Mechaal, qui vit en exil à Damas, affirme qu'"Israël menace le chef de l'Autorité pour l'empêcher de dialoguer avec le Hamas" et que "les Etats-Unis font pression sur toutes les parties dans la région pour empêcher toute rencontre Hamas-Fatah".

M. Abbas a, à plusieurs reprises, indiqué qu'il conditionnait l'idée d'un dialogue avec le Hamas à la remise préalable du pouvoir dans la bande de Gaza, que le mouvement islamiste a pris par la force le 15 juin après une semaine de combats avec les forces fidèles au Fatah qui ont fait plus de cent morts.

"Nous n'avons pas pris Gaza pour la rendre. Nous avons défendu notre légalité face à des +seigneurs de la guerre+ qui fomentaient un coup d'Etat avec l'aide des Américains et des Israéliens", rétorque M. Mechaal. Il insiste toutefois sur le fait que "le dialogue est la seule solution pour sortir de cette crise interne". Ce dialogue devra aboutir à "la refonte des services de sécurité palestiniens" sous la tutelle d'un gouvernement national qui gouverne à Gaza et en Cisjordanie où est basée l'Autorité palestinienne.

M. Mechaal dénonce en outre les agissements du gouvernement palestinien de Salam Fayyad et "les appels aux Palestiniens de Gaza à se soulever contre le Hamas".

"Ceux qui comptent sur le soutien américain et israélien, qui ferment la porte à l'entente et se précipitent pour dialoguer avec les Israéliens (...) découvriront que leurs paris ne sont que des illusions", dit-il.

Les discussions entre le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne se sont accélérées depuis le limogeage du gouvernement d'Ismaïl Haniyeh issu du Hamas à la suite du coup de force du mouvement islamiste à Gaza et la nomination du cabinet Fayyad, soutenu par l'Occident.

"Certains au sein de l'Autorité palestinienne comptent sur des progrès dans les négociations de paix avec Olmert", accuse M. Mechaal.

Mais, souligne-t-il, "tant qu'Israël ne mettra pas fin à l'occupation et à la colonisation et ne reconnaîtra pas les droits des Palestiniens, notre politique de résistance restera la seule option".

M. Mechaal qualifie par ailleurs d'"illusoire" un projet de loi électorale, examiné par M. Abbas, qui imposerait à tout candidat de respecter le programme de l'OLP et les accords signés avec Israël, ce qui exclut ainsi de facto le Hamas des futurs scrutins.

Le Hamas refuse de reconnaître l'Etat hébreu et les accords passés avec ce pays, et prône la poursuite de la lutte armée.

Sur les informations faisant état de la présence de membres d'Al-Qaïda à Gaza, le chef du Hamas affirme qu'elles "visent à donner une image négative" de son mouvement. "C'est comme si l'on demandait à Barak (le ministre israélien de la Défense) d'envahir Gaza".

M. Mechaal affirme enfin ne pas s'attendre à un changement dans la politique américaine après une éventuelle victoire des Démocrates à la Maison Blanche en 2008. "La politique américaine en ce qui concerne son parti pris pour Israël restera inchangée".

Sources AFP

publié par Adriana Evangelizt

04 Septembre 2007

3-3 Interview d'Eyal Weizman par Socialist Worker: Israël et son architecture oppressive d'occupation.

Cisjordanie occupée, 1999. Un groupe de colons israéliens se plaint de ce que la réception sur téléphone portable est coupée dans un virage de la route qui mène de Jérusalem à leurs colonies.

La compagnie de téléphonie mobile Orange est d'accord d'ériger une antenne sur une colline qui domine le coude de la route.

La colline appartient à des agriculteurs palestiniens, mais comme la réception par téléphone portable est une « question de sécurité », l'érection du pylône peut avancer sans l'accord des agriculteurs.

D'autres compagnies sont d'accord d'amener l'électricité et l'eau au site de construction, sur la colline.

En mai 2001, un agent israélien de la sécurité s'installe sur le site et se connecte aux réseaux d'eau et d'électricité. Ensuite, sa femme et ses enfants viennent habiter avec lui.

En mars 2002, cinq autres familles les ont rejoint pour créer l'avant-poste de colonisation Migron. Le Ministère israélien de la construction et de l'habitat construit une garderie pour enfants, pendant que des dons étrangers permettent la construction d'une synagogue.

A la mi-2006, Migron est une colonie illégale à part entière, comptant 60 caravanes établies près d'une antenne sur une colline et dominant les terres palestiniennes en contrebas.

Ce compte-rendu détaillé d'un simple exemple de la colonisation, en cours, de la Palestine par Israël, apparaît dans les premières pages du nouveau livre fascinant d'Eyal Weizman, l'architecte israélien dissident.

Intitulé « [Hollow Land : Israel's Architecture of Occupation](#) », c'est le compte-rendu extraordinairement détaillé de la manière exacte dont l'occupation travaille en pratique, un compte-rendu qui se focalise sur l'organisation physique de l'espace et sur la dynamique politique qui lui donne forme.

Ce livre de 300 pages est truffé de photographies et de diagrammes fascinants qui projettent une lumière révélatrice sur quasiment tous les aspects de l'occupation.

Le logement

Le livre explique la manière dont les projets de logement à Jérusalem recourent à un recouvrement à l'aide d'un type de pierre spécifique, pour donner aux maisons une allure « biblique », ou encore l'utilisation de miroirs sans tain aux postes de frontière de Cisjordanie.

Eyal Weizman a commencé à travailler sur ce livre en 2001 lorsqu'il fut chargé par B'Tselem, organisation israélienne des droits de l'homme, d'aider à documenter la manière dont les droits des Palestiniens étaient bafoués par la planification des colonies israéliennes en Cisjordanie.

Ce travail est ensuite devenu une exposition et un livre intitulé « Une occupation civile ». L'association israélienne des Architectes a pris en charge le projet – mais seulement pour empêcher l'exposition d'être montrée, puis détruire 5.000 exemplaires de l'ouvrage.

Aujourd'hui, Eyal Weizman vit et travaille à Londres où il dirige le Centre pour la Recherche en Architecture du Goldsmiths College.

Ses étudiants travaillent sur divers projets semblables qui combinent analyse architecturale et analyse politique, y compris des études sur Dubaï, Beyrouth et les protectorats des Nations Unies en ex-Yougoslavie.

J'ai demandé à Eyal ce qui l'avait incité à écrire un livre et quelle était la signification de son sous-titre qui fait référence à l' « architecture d'occupation ».

« Au cours de mon travail, il m'est apparu de plus en plus que l'occupation toute entière, toute la formation du terrain lui-même, pouvait être pensée à la manière dont vous réfléchissez la structure d'un bâtiment », dit-il.

« Cela m'est d'abord venu à la lecture des accords d'Oslo de 1993. La partition du territoire qui y est mise en avant n'est pas bidimensionnelle mais tridimensionnelle – il s'agit de cloisonner un volume bien plutôt qu'une terre, en donnant aux Palestiniens quelques bouts de terre tout en gardant pour Israël les réserves d'eaux souterraines et l'espace aérien.

« Dès le moment où vous imaginez la géopolitique à l'œuvre dans un volume comme ça, l'architecture entre en scène ».

Cette analogie l'a conduit à envisager comment l'analyse architecturale pourrait être appliquée à une situation militaire et politique : « Par exemple, quel est l'instrument d'analyse le plus fondamental que vous employez quand vous êtes étudiant en architecture et que vous voulez comprendre un bâtiment ? Vous en dessinez une coupe transversale.

« En fait, le livre "Hollow Land" est structuré comme une coupe à travers l'ensemble des Territoires occupés. Le premier chapitre porte sur les réserves d'eaux souterraines.

« Il considère ensuite l'archéologie, puis les vallées, les collines et finalement l'espace aérien. C'est une série d'épisodes qui constitue un volume, couche après couche, chapitre après chapitre.

« Vous pouvez ainsi penser l'ensemble de l'occupation comme si c'était une sorte de bâtiment complexe, comme un aéroport ou un centre commercial, avec des couloirs de sécurité entrant et sortant, et parcourus de mouvements. »

Cette focalisation sur l'organisation matérielle de l'avancée d'Israël en Cisjordanie peut avoir l'air plutôt aride, mais en réalité, l'accumulation implacable et patiente de détails dans « Hollow Land » place la catastrophe humaine de l'occupation dans une lumière encore plus crue.

Une section du livre particulièrement glaçante discute des techniques militaires israéliennes employées pour envoyer des escouades d'assassins dans l'espace urbain dense des localités palestiniennes.

Plutôt que d'emprunter les ruelles et les allées des localités – et de risquer des embuscades – les soldats israéliens se font un passage en ligne droite jusqu'à leur cible. Ils découpent des trous dans les murs mitoyens des maisons d'habitation et progressent tout droit en passant littéralement par le salon des gens.

Pour entraîner les troupes d'occupation, les Israéliens ont construit dans le désert du Néguev une localité palestinienne factice dont les bâtiments disposent déjà de trous découpés dans leurs murs. Les Etats-Unis ont maintenant construit de tels villages factices afin d'entraîner les troupes pour l'occupation de l'Irak.

« Hollow Land » ne se contente pas de documenter la forme de l'occupation israélienne, le livre explore également la dynamique qui a créé cette forme à l'origine. « Il s'agit de la manière dont la politique, la culture et d'autres forces s'inscrivent elles-mêmes dans la forme organisationnelle du paysage », dit Eyal.

« L'idée, c'est que vous regardiez une réalisation ou un projet architectural et que vous l'étudiez comme une conséquence de conflits, de forces, de pratiques et ainsi de suite. Si bien que la forme devient une espèce de diagramme des forces qui l'ont créée – le processus s'est figé dans la forme ».

Un exemple de ceci est donné par la colonie de Migron décrite au début du livre, et qui surgit de l'interaction d'une foule d'acteurs – colons israéliens, compagnie de téléphonie mobile, sociétés de services, institutions de l'Etat, armée et ainsi de suite.

Eyal tient absolument à insister sur la manière dont « les colonies émergent du chaos organisationnel ». Il est dans la nature même de l'occupation d'être de l'ordre d'une « coordination non coordonnée » dans laquelle le gouvernement octroie des degrés de liberté à des éléments brutaux pour ensuite nier son implication. Il dit que tout ceci est caractérisé par des « micro-processus qui deviennent les roues de processus plus larges ».

Le Mur

Un exemple clé de ceci est donné par la construction du « mur de séparation » dans les Territoires occupés – une énorme barrière destinée à séparer les Palestiniens en minuscules enclaves tout en annexant à Israël de vastes parts de la Cisjordanie.

Le mur est violemment controversé, même en Israël, et son tracé exact fait constamment l'objet de contestations. Résultat : le mur serpente à travers la Cisjordanie d'une manière étrangement capricieuse, faisant parfois un écart à l'est pour englober une colonie israélienne illégale, puis à d'autres moments repoussé de nouveau à l'ouest.

« Toute la finesse réside dans le fait de comprendre la souplesse du mur sans la justifier en la jugeant bénigne : c'est au contraire une flexibilité dangereuse ! », dit Eyal.

« Mais ce que le tracé du mur enregistre surtout, c'est l'opposition qu'il suscite – les requêtes incessantes des ONG israéliennes auprès de la Cour suprême israélienne ainsi que les manifestations hebdomadaires des associations israéliennes de droits de l'homme, par exemple. »

En une analogie frappante, Eyal suggère que l'éventail des tracés possibles pour le mur cartographie le spectre de la politique israélienne officielle : les 'colombes' cherchant un mur aussi proche que possible des frontières d'avant 1967, et les 'faucons' souhaitant repousser le mur vers la Jordanie.

Le tracé du mur reflète la dynamique de ces deux forces.

Mais pour Eyal, le problème est que de rudes batailles autour du tracé précis du mur peuvent bien échouer à mettre en question l'existence même du mur.

« Ces micro-actes politiques de résistance sont paradoxaux parce que, en poursuivant le moindre mal, ils permettent au pire d'exister et de fonctionner », dit-il. « L'opposition au mur devient partie intégrante de ce qui le dessine – elle se fait complice du mur. »

Eyal soutient que ce paradoxe fait partie d'un modèle plus large au moyen duquel l'occupation a absorbé et incorporé les vues des organisations des droits de l'homme et des ONG actives dans les Territoires occupés.

Les droits de l'homme

« Dans certains cas, des organisations de droits de l'homme ont fini par influencer sur les plans de checkpoints », note-t-il.

« Elles finissent par soutenir l'occupation. Elles s'adressent à l'armée pour plaider certaines choses. Un gouvernement a toujours besoin de carottes et de bâtons : il n'opère pas seulement en recourant aux menaces, mais en assimilant l'opposition dans un système de gouvernement. »

Un exemple en est donné par la dépendance des Palestiniens de Gaza à l'égard de l'aide alimentaire venant de donateurs internationaux.

« Si des organisations humanitaires ne nourrissaient pas les Palestiniens de Gaza, il y aurait une crise – environ 1,8 million de Palestiniens vivent de l'aide internationale », dit-il.

« Par conséquent, une part significative des renseignements israéliens s'applique à surveiller les niveaux de faim à Gaza et à la maintenir juste à un niveau que le monde tolérera. Ce niveau varie : un niveau de faim qui n'aurait pas été toléré dans les années 90, est maintenant accepté. »

Eyal est conscient que ceci peut paraître « anti-humanitaire » mais il insiste sur le fait qu'il n'est pas en train de suggérer que les ONG devraient simplement laisser tomber, et abandonner les Palestiniens à leur destin.

Il s'agit bien plutôt de reconnaître clairement que même les organisations humanitaires les mieux intentionnées et les plus bienveillantes opérant dans les Territoires occupés sont, jusqu'à un certain point, complices et participent du problème.

Finalement, Eyal se dit pessimiste quant aux perspectives d'avenir, aujourd'hui, pour les Palestiniens. Il croit que la folie et la terreur de l'occupation résultent, en première part, des paradoxes de la tentative de partage du pays en territoires « israéliens » et « palestiniens » séparés.

« Vous devez comprendre l'idée qui guide l'occupation israélienne, à savoir : comment résoudre le paradoxe qui consiste à maintenir un contrôle d'ensemble tout en assurant la séparation ? », dit-il.

« C'est très différent des autres types de géographie coloniale – par exemple, les 'bantoustans' dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, étaient des zones particulières, déterminées, alors qu'avec Israël et la Palestine, vous avez des revendications qui se chevauchent sur les mêmes sites intriqués dans des réseaux séparés, s'excluant mutuellement et qui essaient de ne jamais se croiser. »

Cette combinaison de colonies et de camps arrangés dans l'espace, reliés par des ponts et des tunnels, a une longue histoire. « C'est quelque chose que vous trouvez dès la première tentative de partager Israël et Palestine », note Eyal.

« Si vous regardez des plans préparés pour la Ligue des Nations, par des diplomates et des cartographes dans les années 20 et 30, durant la période du Mandat, vous verrez que personne ne pouvait trouver une ligne séparant Israël de la Palestine : c'est toujours une affaire de construction de ponts et de tunnels au-dessus ou en dessous du territoire de l'autre afin de maintenir une continuité. »

« Tout au long du livre, ma critique porte dès lors sur la politique de partition. Je cherche à montrer en quoi la partition est paradoxale – et qu'elle ne peut tout simplement pas marcher concrètement. »

(Traduction de l'anglais : Michel Ghys)

Socialist Worker online, 21 août 2007

www.socialistworker.co.uk/art.php?id=12838

3-4 Point de vue de Khaled Amayreh : Gaza, l'Auschwitz de notre époque.

En 1940, plusieurs mois après avoir envahi la Pologne en septembre 1939, les nazis enfermèrent environ 500.000 juifs dans le Ghetto de Varsovie qu'ils entourèrent d'un mur. Des dizaines de milliers de Juifs moururent de faim et de maladie. Près de 300.000 d'entre eux furent envoyés dans les camps de la mort, en particulier à Treblinka, à l'est de la Pologne.

De la même manière, Israël incarcère actuellement près d'un million et demi de Palestiniens impuissants dans la Bande de Gaza, dans un enfer de même nature que le Ghetto de Varsovie. Le camp de concentration de Gaza n'est pas seulement équipé d'un mur, mais aussi de tout ce qu'on peut concevoir comme outils de répression, grilles électrifiées et tours de contrôle gérées par des soldats juifs à la gâchette facile comme la Gestapo, qui commencent par tirer et vous interrogent ensuite.

De plus, des milliers de soldats israéliens encerclent hermétiquement Gaza, tirant et tuant tout Palestinien qui tente de s'échapper, c'est-à-dire d'entrer en Israël pour y chercher du travail, ou même de la nourriture.

Les gamins palestiniens survivent avec du pain et du thé

Même les gosses qui jouent au football près des odieuses grilles sont systématiquement criblés de balle ou réduits en bouts de chair humaine par "*l'armée la plus morale du monde*".

En conséquence de ce modèle génocidaire, les Gazans meurent par milliers de malnutrition et d'anémie. Un grand nombre d'enfants survivent par une alimentation réduite et totalement inadéquate, principalement du pain et du thé.

Cette semaine, j'ai pris contact avec plusieurs familles de Gaza et je leur ai demandé de me parler des enfants. Les réponses ont été réellement épouvantables. J'ai parlé directement à une dizaine d'enfants, et j'ai été choqué de découvrir que pour sept d'entre eux, le régime de la semaine précédente avait consisté en pain, thé, et quelques tomates.

Les adultes, et surtout les parents, ne veulent pas révéler l'étendue de la tragédie à laquelle ils font face. Ils se contentent de vous dire un "al hamdulillah" (Dieu merci) bref. Mais le ton de leurs voix indique qu'ils sont dans une réelle détresse.

La Bande de Gaza, le plus grand camp de détention au monde

Le blocus de Gaza n'a pas commencé à la mi-juin, lorsque le Hamas a pris le contrôle de la petite bande en bord de mer, après avoir défait et viré les forces du Fatah, dirigées par Muhammed Dahlan et ses cohortes soutenues par les Américains, qui avaient projeté, avec les dollars et les armes US, d'assassiner la direction du Hamas et de recevoir, de l'Administration Bush et d'Israël, leur certificat de bonne conduite.

En réalité, Gaza est effectivement sous siège depuis 2000, lorsque la Seconde Intifada palestinienne a éclaté.

Depuis lors, il a été interdit aux Gazans d'exporter leurs produits.

De plus, Israël, qui a proclamé au monde qu'il avait mis fin à son occupation de Gaza, continue à contrôler totalement le carrefour frontalier avec l'Égypte à Rafah, faisant de la Bande de Gaza le plus grand camp de détention au monde.

Pour le dire en quelques mots, on a poussé les Gazans dans une situation très similaire à celle qui prévalait dans le Ghetto de Varsovie. Ils ne sont pas autorisés à travailler (le chômage y est de plus de 70%), ils ne sont pas autorisés à voyager, ils ne sont pas autorisés à aller chercher du travail en Israël, ils ne sont même pas autorisés à aller pêcher à certaines distances des côtes puisque les navires de guerre israéliens ouvrent le feu sur tout bateau de pêche qui ose s'éloigner de plus d'un mile.

Ces mesures criminelles et draconiennes sont destinées à appauvrir davantage les Gazans, jusqu'à ce qu'ils ne puissent plus se procurer de nourriture.

Le but israélien déclaré derrière la famine et le supplice des gens de Gaza, c'est de les forcer à se révolter contre le gouvernement démocratiquement élu, dirigé par le mouvement Hamas, et le remplacer par un gouvernement collabo qui vendra les droits nationaux palestiniens, y compris le droit primordial au retour des réfugiés palestiniens déracinés de leurs maisons et de leurs villages par les gangs juifs en 1948, lorsqu'Israël a été créé. On estime que les deux tiers des habitants de Gaza sont des réfugiés. De là la répression et la coercition intensives dirigés contre ces gens, pour les forcer à abandonner leurs droits au retour dans leurs maisons et villages, dans ce qui est maintenant Israël.

Il est clair comme de l'eau de roche qu'Israël a mis en place, lentement mais sûrement, une gestion "à la nazi" du peuple de la Bande de Gaza.

Le gouvernement israélien, toutefois, espère que le monde ne prendra pas des initiatives qui révéleraient le génocide rampant à Gaza. C'est pourquoi Israël y autorise des livraisons limitées de nourriture, comme la farine ou l'huile de table, pour éviter un possible tollé international.

Cependant ces livraisons sont à l'évidence très réduites et ne satisfont pas les besoins nutritionnels basiques des enfants de Gaza.

L'UNRWA semble malheureusement être de connivence avec Israël pour maintenir la tragédie de Gaza dans le plus grand silence possible.

Les officiels de cet organisme sortent bien de temps en temps quelques vains rapports, mettant en garde contre une "crise humanitaire" imminente à Gaza. L'agence des Nations Unies se garde bien de "dire ce qui est", probablement par crainte de déplaire aux Israéliens et aux Américains, qui apparemment n'ont pas envie que des mots comme "famine" et "camps de concentration", en ce qui concerne la situation à Gaza, fassent leur chemin dans les médias internationaux.

Israël est sans aucun doute le coupable central de cette tragédie organisée par l'homme à Gaza, puisqu'il est de son ressort de permettre aux Gazans de recevoir de la nourriture et d'exporter leurs produits, en particulier vers la Cisjordanie. Une telle démarche, qui ne coûterait rien à Israël, aiderait les Gazans à se procurer quelques revenus pour nourrir leurs enfants.

Toutefois, Israël, comme toujours, a apparemment choisi de rester fidèle à sa vieille tradition de dureté et de dépravation morale, semblable à la manière dont les nazis ont traité leurs victimes.

L'administration US et Abbas aussi coupables qu'Israël

Mais Israël n'est pas le seul coupable dans cette tragédie. Les USA sont aussi criminels qu'Israël, puisque l'administration Bush insiste pour qu'Israël maintienne la pression sur Gaza.

En réalité, les officiels américains continuent à féliciter leurs collègues israéliens pour le "succès" du blocus de Gaza. Je me demande quelle sorte de politiciens ce sont, pour se réjouir de voir des enfants crever de faim. Sont-ils des êtres humains, ou des animaux cannibales ?

Cette question devrait être posée directement à Condoleezza Rice, dont l'attitude envers le peuple palestinien est probablement mille fois pire que l'attitude du pire américain blanc esclavagiste contre ses grands-parents.

Il est peut-être naïf d'appeler au sens de la justice et à la moralité de Rice, puisque qu'elle bat sans aucun doute tous les records des personnages sans éthique et malfaisants.

Mais si l'administration Bush, qui est en train de réaliser un holocauste en Irak, et Israël, qui effectue un nettoyage ethnique en Palestine au nom du nationalisme juif, peuvent être "excusés" sur la base qu'on ne peut attendre que du mauvais de la part de mauvais gouvernements, le régime palestinien de Mahmoud Abbas n'a aucune excuse à s'accoquiner et à comploter avec Israël contre ce même peuple qu'il prétend servir.

Une telle conduite, y compris l'encouragement tacite et implicite d'Israël à resserrer le blocus de Gaza et à maintenir des centaines de milliers de Gazans encerclés dans la famine et le supplice, est la caractéristique des agents collabo d'une occupation étrangère.

Il est clair qu'Abbas et ses aides ont beaucoup à expliquer au peuple palestinien, comme ils ont beaucoup à expier.

S'il leur reste encore quelques notions de ce qu'est la honte.

Sources [ISM France](#)

Posté par Adriana Evangelizt

3-5 Point de vue de Miko Peled : Bil'in et la prochaine Intifada.

Bien qu'il soit aujourd'hui courant de parler des 40 ans d'occupation, la vérité est que dès le début de son existence, l'Etat d'Israël s'est fait Etat d'occupation et d'apartheid, et que le système d'occupation est là, dans toute sa laideur, depuis le jour de la création d'Israël. D'emblée Israël a nié que le peuple palestinien fût un peuple, et avec l'aide d'un monstrueux appareil sécuritaire, Israël a tenté d'anéantir le peuple palestinien et de rayer la Palestine de la carte. Après 60 ans d'occupation, d'oppression et de mesures policières, il n'est toujours pas possible de libérer Israël de la poigne étouffante de l'appareil sécuritaire. On peut raisonnablement supposer que ce système de l'occupation ou de la « sécurité » qui suce le sang d'Israël et de Palestine depuis maintenant 60 ans, ne dédaignera aucun des moyens dont il dispose pour combattre tous ceux qui oseraient menacer sa position inébranlable. Les deux aspects que cet appareil doit conserver pour survivre, sont le caractère raciste d'Israël et l'occupation grâce à laquelle, comme un vampire, il aspire le sang et l'âme des deux peuples.

La réaction violente et disproportionnée des forces de « sécurité » à l'égard du combat contre le mur de séparation à Bil'in, un combat caractérisé par la coopération et la non-violence, démontre qu'elles ont peur d'une résistance sans violence, et qu'elles y voient une vraie menace pour la poursuite de leur contrôle absolu sur les territoires de la Palestine. Tout cet appareil de mise en œuvre de l'occupation – depuis les mouchards et les informateurs, jusqu'aux garde-frontière et à l'armée, en passant par les collabos et le Shabak [services israéliens de la Sécurité générale - NdT] – tout cet appareil est nourri de violence. La violence est l'oxygène qui donne vie à cet appareil inhumain et c'est pourquoi la menace d'une lutte sans violence lui fait peur. Alors qu'une résistance ayant un caractère violent le renforce et l'établit solidement, la lutte non-violente est en mesure de couper cet appareil de sa source d'oxygène et de le subjuguier une fois pour toutes. Bil'in brandit le drapeau de la lutte non-violente contre l'occupation et il convient de rappeler l'attachement ferme et tenace des gens de Bil'in au principe de la non-violence.

Beaucoup de Palestiniens déclarent, avec raison, que les clés de la paix sont entre les mains d'Israël. Cependant les réalités du terrain montrent qu'Israël n'est pas tourné vers la paix et qu'une autre Intifada est inévitable. Par exemple, pendant que des milliers de prisonniers palestiniens pourrissent dans les prisons israéliennes, les forces de « sécurité » d'Israël, sans être sanctionnées, tuent des Palestiniens innocents, de sans froid et sans distinction. En outre, le vol des terres et la construction du mur de séparation se poursuivent avec entrain tandis que de plus en plus de Palestiniens se retrouvent sans terre ni maison. Il faut espérer que si et quand commencera la prochaine Intifada, les Israéliens attachés à la paix la soutiendront afin qu'elle se fasse sur le modèle de la lutte à Bil'in – celui d'une lutte non-violente menée en commun.

Les buts de la lutte commune doivent être clairs et inclure l'élimination de la discrimination visant les Palestiniens dans tout l'espace d'Israël-Palestine. Ce serait une grave illusion de croire qu'il est possible de mettre fin au conflit israélo-palestinien à l'aide de changements cosmétiques dans le style des accords d'Oslo. Le temps de la cosmétique est passé, tout comme le temps de deux Etats, et seule une entière égalité de droits pour les deux peuples dans leur patrie commune aurait le pouvoir de mettre un terme au conflit. Certains sceptiques diront qu'il faut être naïf pour tenir pareils propos et d'autres que cette ambition ne se réalisera jamais, mais la réussite de

toute lutte est déterminée par la clarté de ses objectifs et l'inflexibilité de ses dirigeants et pas par le défaitisme des sceptiques.

« Occupation » est le nom donné à un régime d'apartheid imposé par Israël dans tout l'espace de la Palestine et ce nom crée l'impression qu'il s'agit d'une situation temporaire. Mais ce régime qui opprime le peuple en Palestine et anéantit le peuple en Israël se maintient depuis maintenant 60 ans. La fin du régime d'occupation constitue un intérêt vital commun aux Palestiniens et aux Israéliens tout à la fois : elle débarrassera une fois pour toutes les Israéliens du joug destructeur qu'est le contrôle policier établi sur un peuple qui lutte pour ses droits et elle débarrassera le peuple palestinien du joug d'une vie de prisonnier sur sa propre terre. Le plus grand obstacle sur la voie menant à la fin de l'occupation et à la fin du conflit, c'est cet appareil appelé « appareil sécuritaire » d'Israël. C'est un ensemble puissant, alimenté comme on l'a dit par l'occupation et qui, comme un cancer incurable, n'est pas près de lâcher prise.

Le discours sioniste affirme qu'il est possible de créer un Etat palestinien à condition que ce soit à côté d'un Etat à majorité juive couvrant la plus grande partie des territoires d'Israël-Palestine. Mais lorsque les gouvernements israéliens parlent d'un Etat palestinien, ils songent à des enclos sur le modèle de Gaza et non pas à un Etat palestinien indépendant. Non seulement la création de ghettos pour emprisonner tout un peuple ne résoudra pas le conflit mais elle conduira à une catastrophe comme nous l'avons déjà vu à Gaza. Et si l'on évoque Gaza, il convient de rappeler aussi qu'à côté des violentes luttes de pouvoir sur lesquelles les médias se sont appesantis, vivent à Gaza 1,4 million de personnes dont environ la moitié a moins de 18 ans. En d'autres termes, près de 800.000 enfants vivent à Gaza sans protection face aux assauts des expéditions dévastatrices d'Israël. Si on arrêta un moment la violence, il serait peut-être possible de penser aux moyens de protéger ces enfants et peut-être même leur permettre d'espérer un meilleur avenir. Mais tant qu'Israël emprisonne des gens sur leur terre, sans possibilité de mener une vie normale, les enfants de Gaza n'ont aucune raison d'espérer un avenir meilleur, et il se peut fort bien qu'une autre Intifada, à condition qu'elle soit non violente, constitue pour eux une issue. Dans un excellent article publié récemment aux Etats-Unis, le Dr Mona al-Farra écrit depuis Gaza que ce n'est peut-être pas le bon moment pour parler d'un Etat unique pour les deux peuples mais que la situation actuelle à Gaza montre indubitablement que le système des bantoustans isolés mène à un échec écrasant. La question qui se pose est celle-ci : pourquoi est-il permis de parler d'égalité des droits partout dans le monde sauf en Israël et Palestine ? Dans les circonstances actuelles, il faut un courage surhumain pour soulever la question que pose le Dr al-Farra – le temps n'est-il pas venu de se dresser face au système qui alimente la violence et d'entamer un processus qui mène à sa fin ?

La réponse à cette question est bien évidemment oui. Il faut lancer une lutte commune, résolue et non violente, une lutte qui sera dure et douloureuse, une lutte qui paralyse l'occupation et contraigne Israël à y mettre fin. Il faut, une fois pour toute, libérer les deux peuples du joug du système maléfique qui les asservit depuis 60 ans déjà et qui leur impose le joug de l'occupation et de la guerre. Israéliens et Palestiniens doivent suivre ensemble la voie de Bil'in et agir ensemble pour mettre fin au conflit et à la violence.

* L'auteur, Miko Peled, est un militant israélien de la paix qui vit aux Etats-Unis. Il est le fils de Matti Peled, le frère de Nourit Peled-Elhanan, et l'oncle de Smadar Elhanan. Miko Peled et Nader al-Banna, un Palestinien vivant aujourd'hui en Californie, sont à la tête d'une association à la mémoire de Smadar Elhanan et Abir Aramin. Ensemble, ils ont organisé une opération visant à faire venir un millier de fauteuils roulants pour des enfants en Israël et dans l'Autorité Palestinienne, cinq cents de chaque côté.

Miko Peled

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

Sources [CCIPPP](#)

www.kibush.co.il/show_file.asp?num=21709

Version anglaise : Bil'in and the next Intifada www.kibush.co.il/show_file.asp?num=21824

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Khaled Amayreh : Honte à l'Europe pour son soutien au despotisme, à la corruption, en Palestine.

Les gouvernements occidentaux ne cessent jamais de clamer la nécessité d'encourager la démocratie, les gouvernements non corrompus, les droits de l'homme et le respect de la loi au Moyen-Orient et plus largement dans le Monde Musulman.

Cependant, dans la pratique, la politique et le comportement des Occidentaux semblent souvent en contradiction avec leurs déclarations.

Je ne sais pas si les dirigeants européens (les Américains sont hypocrites au sujet de tout ce qui est arabe ou islamique) croient eux-mêmes à leur propre rhétorique. Cependant, ce que nous savons, nous en tant qu'Arabes et Musulmans, et de façon certaine, **c'est qu'il y a un énorme fossé entre ce que prêchent les Européens en public et ce qu'ils font réellement.**

J'habite en Cisjordanie occupée par les Israéliens où **l'Europe finance maintenant un régime corrompu**

financièrement et politiquement despotique qui n'est rien d'autre qu'un Etat policier sans Etat, puisque l'occupation israélienne est omniprésente et qu'elle contrôle tous les aspects de nos vies.

En effet, sans la forte hostilité de notre régime au Hamas et son véritable asservissement au chantage occidental, le régime n'aurait jamais pu obtenir un certificat de bonne conduite de la part de l'Occident.

La semaine dernière, j'ai écrit un article remettant en cause la réserve de l'Autorité Palestinienne au sujet de l'énorme fortune amassée pendant une période aussi courte par Suha Arafat, la veuve du défunt leader palestinien, Yasser Arafat.

Je voulais savoir comment cette femme, avec autant de contacts pour ne pas dire plus, a obtenu tous ces millions de dollars et aux dépens de qui.

J'ai parlé avec plusieurs responsables de l'Autorité Palestinienne à Ramallah qui ont accepté de parler du sujet seulement de façon laconique et prudente, et certains d'entre eux sont même allés jusqu'à proposer que c'était aux journalistes de creuser le sujet, d'effectuer une enquête et de produire des preuves irréfutables qui mèneraient à la mise en examen de la veuve d'Arafat. !

Suha Arafat se serait accaparée d'une fortune énorme estimée à des dizaines de millions de dollars, si ce n'est à des centaines de millions.

De façon surprenante, aucun responsable palestinien n'a eu le courage de demander "*quelle était la source de tous ces millions ?*" En ce moment, beaucoup **de Palestiniens sont forcés de vendre leurs propres meubles pour nourrir leurs enfants et les envoyer à l'école.**

Ainsi, pourquoi l'Autorité Palestinienne refuse-t-elle de pousser plus loin sur ce sujet primordial ?

Est-ce parce que le vampire de la corruption hante toujours de la tête aux pieds le régime de l'Autorité Palestinienne ?

Suha n'est-elle simplement qu'un petit poisson dans une mer énorme de corruption ?

Ou, en effet, est-ce parce que les personnes qui sont censées faire respecter la loi et poursuivre les supposés voleurs et les escrocs sont elles-mêmes d'encore plus grands voleurs et escrocs ?

Le peuple de la Palestine, tourmenté depuis une éternité par l'occupation israélienne du style Nazie, ne peut pas simplement ignorer ce sujet et faire mine que tout va bien. Tout ne va pas bien, et un gouvernement qui tolère, et par conséquent encourage, la corruption ne peut pas être en charge de la nation et de la libération du pays de l'infâme occupant sioniste.

En vérité, la corruption, les magouilles, le népotisme, le copinage, les pots-de-vins, et le vol pur et simple des fonds publics sont encore répandus dans l'ensemble du régime de l'Autorité Palestinienne.

C'est pourquoi beaucoup d'employés de l'Autorité Palestinienne, y compris des ministres et des anciens ministres, des chefs de la sécurité, etc. possèdent mystérieusement des villas luxueuses d'une valeur de millions de dollars et de jolis comptes bancaires tandis que 70% des Palestiniens ordinaires vivent dans une misérable pauvreté.

Ce sont les mêmes gens qui s'envolent pour l'Europe afin de bénéficier des meilleurs traitements médicaux tandis que les autres Palestiniens meurent lentement parce qu'ils ne peuvent pas se permettre de payer des soins médicaux même chez eux.

Aujourd'hui, l'un des principaux critères pour obtenir une autorisation afin de monter une entreprise lucrative, par exemple pour ouvrir une station-service, c'est d'être membre du Fatah.

Si vous êtes un membre du Fatah avec les bons contacts, vous pouvez presque automatiquement être exemptés de payer les frais de scolarité dans certaines écoles et universités.

En effet, dans beaucoup de cas, un étudiant membre du Fatah est admis dans des universités prestigieuses, par exemple une faculté de médecine, même si sa moyenne générale s'est pas suffisante pour y être admis.

Je ne suggère pas que l'Europe et d'autres donateurs doivent cesser d'aider les universités et les étudiants palestiniens. Les Palestiniens remercient toujours et apprécient l'aide européenne.

Cependant, les donateurs devraient faire plus d'attention quant à la façon dont l'argent est distribué et si la transparence et l'équité sont respectées quand les bénéficiaires sont choisis.

Dans le domaine administratif, la corruption semble être plutôt la norme que l'exception. Des fonctionnaires sont souvent promus ou rétrogradés, ou même écartés en raison de leur tendance politique, indépendamment de toutes les considérations méritoires.

La semaine dernière, le président de l'Autorité Palestinienne, **Mahmoud Abbas, a publié un décret rétrogradant des dizaines de fonctionnaires sans aucune raison en dehors du fait qu'ils avaient été nommés par le gouvernement précédent élu démocratiquement.**

Le décret manifestement illégal a complètement ignoré le fait que la promotion sur le tas est réellement un droit dû à ces gens et que personne, y compris le président, n'a le droit de leur refuser ou de leur retirer à moins que ces personnes commettent un crime ou se livrent à un abus de confiance.

Peu après le décret, des miliciens du Fatah, dont certains d'entre eux portaient des masques et étaient armés de mitrailleuse, sont descendus dans les bureaux du gouvernement, en disant aux fonctionnaires visés "de ne pas revenir", sinon ils le regretteraient.

Ceci se produit en même temps que la propagation du non-respect de la loi qui devient le mode de fonctionnement dans une grande partie de la Cisjordanie.

Aujourd'hui, des personnes innocentes ont été arrêtées et prises dans des rafles plutôt au hasard par du personnel de sécurité inconnu, sans aucun respect de la loi

Selon des sources judiciaires fiables, dont des avocats indépendants, **la majeure partie de ces dernières**

arrestations et des ces rafles ont pour but principalement de punir les partisans du Hamas pour sa prise de pouvoir dans la Bande de Gaza il y a plus de deux mois.

Je parle de professeurs, de médecins, de journalistes, d'étudiants d'université, et des gens normaux qui sont enlevés, souvent de façon brutale et sauvage, dans leurs maisons et sur leurs lieux de travail et emmenés dans des cachots où ils languissent pendant des semaines sans accusation ou sans procès, avant **d'être forcés de signer un engagement par lequel ils s'abstiennent de soutenir le Hamas à l'avenir** Dans un exemple particulièrement laid qui montre que la Cisjordanie devient le Far-West, un officier de sécurité de l'Autorité Palestinienne a tué en tirant à bout portant sur un étudiant de 20 ans; **Muhammed Raddad**, sur le campus de l'université nationale d'Al-Najah le 24 juillet.

J'ai parlé avec le père et la mère et les amis de la victime ainsi qu'avec quelques témoins qui m'ont tous dit que le meurtre avait été perpétré de sang-froid et qu'il était totalement injustifié mais que le meurtrier était bien connu. Ils m'ont dit également que l'université de Najah, en connivence avec les agences de sécurité, essayait de dissimuler le crime parce que le meurtrier est un membre du Fatah et que sa victime était membre du parti islamique des étudiants à l'université.

Ce qui est le plus scandaleux, c'est que le gouvernement basé à Ramallah, qui prétend tenter de rétablir l'autorité de la loi, n'a pas, pour l'instant, poursuivi le meurtrier et ne s'est pas particulièrement assuré que de tels crimes brutaux ne se produiront plus.

Normalement, on devrait s'opposer énergiquement à toute interférence extérieure dans les affaires palestiniennes internes, en particulier dans le système judiciaire.

Cependant, quand le système judiciaire est réduit à un simple tampon entre les mains d'un gouvernement qui est lui-même un instrument exécutif entre les mains de puissances étrangères, ces puissances devraient également porter une certaine responsabilité dans ces graves violations de nos droits humains et civiques.

En bref, l'Union Européenne devrait s'assurer que son argent n'est pas utilisé pour infliger encore plus d'injustice aux Palestiniens. L'oppression israélienne du genre nazie est trop accablante pour nous

Khaled Amayreh

Source : <http://www.thepeoplesvoice.org/>

Traduction : MG pour ISM

4-2 Tendances : Décision de l'Union Européenne d'assurer à nouveau le règlement des factures de fioul.

• Le courant était sur le point d'être rétabli dans la bande de Gaza après la décision de l'Union Européenne d'assurer à nouveau le règlement des factures de fioul de l'unique centrale électrique de ce territoire palestinien. « Nous avons reçu suffisamment de fioul pour une journée. Mais nous avons encore besoin d'un peu de temps pour relancer la production d'électricité », a déclaré à l'AFP le directeur de la compagnie d'électricité Rafiq Maliha. Selon lui, trois camions citerne ont alimenté la centrale qui produit entre 25 % à 30 % de l'électricité de la bande de Gaza, le reste étant fourni par des lignes des compagnies israélienne et égyptienne d'électricité.

À la suite de l'interruption de l'approvisionnement en fioul la semaine dernière, des centaines de milliers de Palestiniens avaient été plongés dans le noir par intermittence. Ils avaient dû recourir à des lampes à gaz et aux bougies pour s'éclairer et à des générateurs pour faire fonctionner les équipements ménagers.

Une porte-parole de l'UE a confirmé que l'Union Européenne avait versé l'argent nécessaire à la compagnie israélienne Dor Alon, qui dispose du monopole sur le ravitaillement de la bande de Gaza en carburant.

L'Union européenne versait depuis la fin de l'an dernier quelque 6 millions d'euros par mois pour assurer l'approvisionnement en fioul de Gaza. Ces fonds ont permis l'achat de 75 millions de litres de fioul depuis novembre.

« L'UE a interrompu ses paiements à la suite d'informations selon lesquelles le Hamas prélevait de l'argent sur les factures d'électricité réglées par les abonnés », a ajouté la porte-parole.

Mahmoud Abbas avait accusé le Hamas de détourner des fonds de la compagnie d'électricité pour financer les membres de la Force exécutive, la police du mouvement islamiste. Depuis leur prise de pouvoir, les islamistes ont remplacé le directeur de la compagnie, accusé de corruption, et ont cessé de reverser cet argent au ministère à Ramallah (Cisjordanie), avait affirmé un haut responsable du gouvernement de Salam Fayyad.

Le Hamas avait rejeté ces accusations et s'était dit prêt à donner des garanties à l'Union européenne prouvant qu'il ne détournait pas de fonds de la compagnie d'électricité de Gaza et qu'il ne s'ingérerait pas dans la gestion de la société.

Tendances

Tendances est un bulletin quotidien de veille politique sur le Proche-Orient, réalisé par l'agence New Orient News à Beyrouth.